



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
Pour diffusion immédiate

ÉCOUTER LE PEUPLE HAÏTIEN

Montréal 10 janvier 2019 - Le 12 janvier prochain ramènera l'anniversaire d'un terrible séisme qui dévasta la région de la capitale d'Haïti en 2010 et fit des centaines de milliers de morts et de blessés et beaucoup de dégâts matériels. La réponse de la communauté internationale fut rapide mais écarta les Haïtiens. La très grande majorité des projets étaient décidés et gérés par des experts internationaux. Une infime partie des milliards recueillis alla au gouvernement, aux ONG et aux entreprises haïtiennes. Les Haïtiens furent quand même blâmés pour l'échec de la reconstruction... Dans la foulée de cette intervention, des casques bleus provoquèrent une épidémie de choléra qui fait encore des morts....

Au cours de l'été 2018, le pays fut secoué par un séisme sociopolitique qui commença par d'importantes émeutes les 6 et 7 juillet, suite à une hausse brutale du prix de l'essence. S'ensuivit tout un déballage public sur le gaspillage, les coûts de fonctionnements exorbitants et les privilèges outranciers de la présidence, de la Chambre des députés, du Sénat et des organismes d'État. Cette vague de fond contre la corruption se cristallisa autour du slogan « Kot kob PetroCaribe a ? » (Où est l'argent du PetroCaribe?).

Le PetroCaribe est un accord de coopération mis sur pied par le Venezuela en 2005. Les États participants reçoivent des produits pétroliers au prix du marché, les revendent aux compagnies locales mais paient au Venezuela 40% du montant à court terme. Ils peuvent investir la différence dans des programmes de développement et la rembourser sur une période de 25 ans. Haïti fait partie de cet accord depuis 2008. Très tôt, des soupçons de corruption ont pesé sur l'utilisation des fonds devant constituer la dette à long terme (environ 2 milliards USD). Il y eut des études et deux rapports sénatoriaux sur le sujet mais rien n'a jamais bougé dans ce dossier.

C'est dans ce contexte qu'est né, à la mi-août 2018, le mouvement « # Kot kob PetroCaribe a », à l'initiative d'un groupe de jeunes, largement suivi par une bonne partie de la société civile. Ces « petrochallengers » ont eu de multiples interventions dans les réseaux sociaux et dans la presse traditionnelle. Ils ont organisé sit-ins et marches et ont su mobiliser un large secteur de l'opinion publique.

La Concertation pour Haïti (CPH), un regroupement d'organismes québécois qui participent activement au mouvement de solidarité avec le peuple haïtien, tient à manifester son appui à ce mouvement social qui reprend la revendication fondamentale du peuple haïtien depuis 1986, la justice. Elle salue les différents organismes haïtiens de défense de droits humains qui ont aussi dénoncé le scandale PetroCaribe, fait la lumière sur de nombreuses violations au cours des dernières semaines, comme le massacre de La Saline, et avancé des propositions constructives.

Créée en avril 2017, la Mission des nations unies pour l'appui à la Justice en Haïti (MINUJUSTH) se veut un « élément important de l'engagement de l'ONU en faveur de la

stabilité en Haïti. Les principaux bailleurs de fonds d'Haïti (Brésil, Canada, Espagne, États-Unis et France) ont pour leur part créé le « CORE group ». La corruption ayant une dimension et étant une préoccupation mondiale, ces instances doivent appuyer le peuple haïtien dans sa quête de justice sociale et de moralisation de la vie politique. Ce serait tragique, qu'encore une fois, les Haïtiens ne soient pas écoutés, que la communauté internationale poursuive la mise en œuvre de plans concoctés par ses experts et permette ainsi à des intérêts occultes de profiter de cette crise au détriment de la population locale.

Pour la CPH

*Jean-Claude Icart
Pierre Bonin*

-----30-----

Concertation pour Haïti, a/s AQOCI, 1001, rue Sherbrooke Est, bureau 540 Montréal
(Québec) Canada H2L 1L3 aqoci@aqoci.qc.ca

Pour information : Jean-Claude ICART 514-252-5356, Pierre BONIN 418-635-2743